

► COMMERCIALISATION

Nicolas Bricas, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad, Montpellier). nicolas.bricas@cirad.fr

Des marchés alimentaires urbains en plein développement

LES MARCHÉS ALIMENTAIRES URBAINS sont une source de débouchés pour l'agriculture africaine. Une agriculture qui doit faire preuve d'inventivité, si elle ne veut pas abandonner ces marchés à des importations alimentaires très concurrentielles. Le développement de cultures vivrières commerciales est la preuve d'une réactivité déjà bien réelle.

« **A**UTREFOIS pour gagner l'argent, mon père cultivait et vendait du coton. Moi j'ai laissé le coton. Ça ne payait plus. Je fais de l'igname et c'est avec ça que j'ai construit ma maison. [...] Ici, on a toujours mangé du maïs. On ne mange pas l'igname; c'est seulement pour la vente. Je vends ça aux commerçants. Ils revendent ça dans les villes, à Douala ou à Yaoundé. » Ce témoignage d'un paysan de la plaine de Mbé au Nord-Cameroun résume à lui seul l'une des évolutions majeures des agricultures africaines : le développement des cultures vivrières commerciales.

Entre 1955 et 2005, l'Afrique subsaharienne a connu une évolution démographique exceptionnelle : sa population totale a presque quadruplé, passant de 180 à 690 millions d'habitants alors que sa population urbaine a été multipliée par 13, passant de 18 à 245 millions de citadins. Aucune région du monde n'avait connu une telle explosion urbaine jusqu'alors. Durant la même période, le continent s'est largement ouvert aux marchés internationaux. Et les villes ont joué alors un rôle majeur de centres d'exportation et d'importation de produits agricoles. De ce double constat sont nées une

crainte et une vision qui restent encore ancrées dans nombre d'esprits : les villes africaines sont nourries par des importations alimentaires qui concurrencent les productions vivrières nationales.

Marché urbain : des débouchés pour l'agriculture. Dans les faits, le marché alimentaire urbain est devenu un nouveau débouché pour l'agriculture. Dans un pays pourtant grand agroexportateur comme le Cameroun, on a pu calculer la valeur économique de ce marché par la somme des budgets alimentaires des ménages citadins. Selon les années, il représente entre 1 et 1,5 fois la valeur du marché agricole à l'exportation du pays. Et entre la moitié et les deux tiers de ce marché est constitué de produits alimentaires fabriqués au Cameroun.

Même si on observe une diversification de l'alimentation, nombre de produits de base de l'agriculture africaine restent en effet très appréciés et consommés en ville. Le manioc, l'igname, la banane plantain, le maïs, le mil et le sorgho sont toujours consommés en ville et n'ont pas été remplacés par le riz ou le pain importés comme on l'a craint dans les années 70, même si ces produits font désormais aussi partie des styles alimentaires urbains. Les poissons, les viandes, les produits laitiers, les légumes et fruits restent largement d'origine nationale. Des produits comme l'huile de

palme, autrefois essentiellement destinés au marché international, sont aujourd'hui en partie écoulés sur les marchés intérieurs.

Mais le marché urbain ne concerne pas seulement les produits de base. Il offre des débouchés pour une multitude d'aliments typiques des cuisines africaines. Certains font l'objet de productions localisées, permettant à des zones parfois éloignées de tirer parti du débouché des villes : ainsi de nombreux produits forestiers non ligneux, généralement condimentaires, sont valorisés pour ce marché. Ils font même désormais l'objet, non plus seulement d'une extraction dans la forêt,

mais d'une exploitation en plantations. On pourrait aussi évoquer des produits autrefois considérés comme mineurs qui con-

naissent un nouvel engouement : le fonio, le safou, etc.

Inventivité et innovation du secteur agricole. Loin des clichés d'antan considérant ces productions archaïques, peu productives, fournissant des produits de piètre qualité, la capacité d'innovation du secteur agricole est aujourd'hui reconnue. Nombre d'activités se sont intensifiées grâce à des innovations techniques, parfois issues de la recherche, mais plus souvent des champs de paysans expérimentateurs ou des ateliers d'artisans inventifs : nouvelles variétés de palmier à huile, de manioc, d'igname, équipements de transformation mécanisés, etc. La circulation des populations et donc des produits à l'intérieur du continent s'est avérée un puissant levier d'innovation. Certains aliments et les savoir-faire associés à leur production, autrefois spécifiques à des communautés localisées, se sont plus largement diffusés hors de leur zone d'origine : l'attiéké (fines granules de manioc) originaire de Côte d'Ivoire est désormais produit,

« LES PRODUITS LOCAUX RESTENT TRÈS APPRÉCIÉS ET CONSOMMÉS EN VILLE »



L'APPROVISIONNEMENT
DES VILLES, CRÉATEUR
D'EMPLOIS

avec des variantes originales, dans tout le Golfe de Guinée. Dès que le marché est devenu suffisamment rémunérateur, les producteurs ont su diversifier leur offre vers des produits de meilleure qualité. La dernière décennie a vu se multiplier des PME innovantes, souvent mécanisées, ciblant une clientèle à fort pouvoir d'achat, et élargissant désormais leur marché à de nouveaux créneaux à l'exportation pour la diaspora africaine.

Une « révolution agricole silencieuse ».

Ces constats ne doivent pas cacher les difficultés de ces filières. La faiblesse du pouvoir d'achat limite le marché de produits à plus haute valeur ajoutée. La concurrence d'importations d'aliments issus de pays à très haute productivité agricole met en péril certaines filières. L'absence de réglementation reconnue et appliquée sur la qualité discrédite parfois les productions nationales vendues sur des marchés insalubres.

Mais les cas médiatisés des importations de poulets, de produits périmés, ou le cas particulier et toujours cité de l'agglomération de Dakar, nourrie de riz asiatique, ne doivent pas empêcher de reconnaître que l'agriculture africaine a globalement réussi à nourrir les villes du continent malgré une croissance sans précédent. Même avec des vitesses d'urbanisation de près de 10 % par an, aucune ville africaine n'a eu à souffrir de pénuries alimentaires. Hors des statistiques officielles et attirant moins l'attention que les grandes cultures d'exportation, on peut considérer qu'il s'est produit comme une révolution agricole silencieuse... ■

L'UNE DES PARTICULARITÉS des filières d'approvisionnement des villes est qu'elles sont majoritairement aux mains des femmes. Celles-ci ont trouvé là de nombreuses opportunités d'activités économiques. La transformation et le commerce des produits permettent de valoriser leurs compétences et leurs savoir-faire et représentent aujourd'hui la principale source de leurs revenus, tant en milieu rural qu'en ville. Ces activités ont induit une multitude de nouveaux métiers pour la fourniture d'équipements (moulins, décortiqueuses, presses, râpes, séchoirs, etc.), de produits de consommation intermédiaire (emballages) et de services (transport, stockage, distribution, restauration). Ces activités sont souvent menées à petite échelle et s'avèrent ainsi très largement redistributrices d'emplois et de revenus. Elles pourraient, plus qu'elles ne le sont actuellement, constituer un secteur privilégié des politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités. ■

Évolution de la production, importations et aide alimentaire depuis 1987 pour les neuf pays sahéliens

CONTRAIREMENT AUX idées reçues, l'approvisionnement alimentaire des populations sahéliennes repose de plus en plus sur les productions céréalières locales et les importations commerciales. L'aide alimentaire qui, lors des grandes famines des années 70 puis 80, s'était installée dans le paysage sahélien, a considérablement diminué. De 650 000 tonnes en 1985, elle est passée aujourd'hui à moins de 300 000 tonnes, avec une population deux fois plus nombreuse. La crise alimentaire du Niger, en 2004-2005, a mobilisé seulement 100 000 tonnes de céréales d'aide, pour une consommation voisine de 3 millions de tonnes. Au niveau mondial, l'aide alimentaire représente environ 9 millions de tonnes en 2002-2004 contre 13,7 millions en 1990-1992. ■

